

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

www.chroniquedelasemaine.com

Lutte contre les violences basées sur le genre:

Les associations Femmes d'Actions et Cœur Solitaire aux côtés du gouvernement

P.3



Ibrahima Mémounatou,
Vice-Présidente Assemblée nationale



Adjovi Apedoh-Anakoma,
ministre Action sociale



Prof. Koumealo Anate,
Député

Solidarité fertile 2023:
Au menu, une campagne foraine^{P.2} en ophtalmologie et stomatologie du 14 au 24 août P.5



Titre foncier :
L'OTR interdit tout paiement via Tmoney et Flooz

P.2



ARCHIDIOCESE DE LOMÉ - PAROISSE UNIVERSITAIRE SAINT JEAN APOSTRE DE LOMÉ

CHORALE SAINT GREGOIRE

SPECIAL CONCERT D'ACTION DE GRACE

Tu seras ma louange dans la grande assemblée maintenant et à jamais.

12 AOÛT 16H00

OURIAS

CAVUL

L'AGORA ASENGHOR

ÉCLAT D'OR

GROUPES INVITÉS

- Chorale Avenir de l'Université de Lomé
- Chorale ECLAT D'OR de la paroisse des Saints Martyrs de l'Ouganda de Tokoin
- Groupe artistique OURIAS
- INVITÉS SURPRISES

Paroisse Universitaire de Lomé

Infoline : (228) 90 03 78 43 / 90 40 38 43 - chorale@stgregoire@gmail.com

"Saint Grégoire : pour la plus grande gloire de Dieu" "Gregororum: Ad Majorem Dei Gloriam"

Modernisation du système de santé au Togo :
L'inauguration de Dogta-Lafiè et l'acquisition d'un nouveau scanner annoncent les couleurs

P.5



Apprêter sa juste monnaie avant un poste de péage, c'est favoriser un franchissement fluide et rapide.

Sécurité routière : « Respecter les feux tricolores ne veut pas dire qu'on n'est pas pressé », ministre Yark Damehame.

Les accidents de la route ont fait 282 morts au cours du premier semestre de cette année au Togo, soit une baisse significative par rapport aux 347 décès enregistrés pour la même période en 2022, selon les chiffres officiels publiés par le ministère de la sécurité, et de la protection civile.

Plus de 3282 cas d'accidents ont été enregistrés au Togo durant le premier semestre de l'année. Et l'on a dénombré au moins 2 morts chaque jour dans 18 accidents. Ce qui fait donc un total de 282 décès dans 3262 accidents durant la même période, soit une baisse significative par rapport aux 347 décès enregistrés pour la même période en 2022, selon les chiffres officiels publiés par le ministère de la sécurité et de la protection civile. Cependant un mort par accident est déjà de trop pour les autorités togolaises. C'est en sens que certaines nouvelles stratégies de contrôle et de sensibilisation des usagers sont mises en branle depuis le lundi 31 juillet 2023 sur toute l'étendue du territoire national.

En effet, malgré cette amélioration, les chiffres restent toujours « préoccupants », selon les données fournies par les services du ministère de la Sécurité le jeudi 27 juillet dernier, avec une moyenne journalière de 2 morts, 26 blessés et 18 accidents signalés quotidiennement. Les utilisateurs de

motos restent les principales victimes des accidents de la route, représentant 69% des décès survenus au premier semestre de cette année. Avec 195 motocyclistes ayant perdu la vie, suivis par 45 piétons (15% du total des décès), le ministre Yark Damehame pense que des mesures spécifiques doivent être prises pour protéger ces usagers vulnérables. Par ailleurs, les conducteurs des motos tricycles continuent de figurer dans la liste des victimes, avec 16 morts enregistrées, soit 5% du nombre total. Parmi les causes des accidents les plus fréquentes figurent le défaut de maîtrise des engins, le refus de la priorité, le non-respect des feux tricolores, l'excès de vitesse et les dépassements défectueux. Certains axes routiers du pays demeurent particulièrement dangereux, tels que la route nationale N°1 (114 décès) et le Grand Contournement de Lomé (25 décès), qui ont enregistré près de la moitié du nombre total des décès. À ces voies s'ajoutent les routes Lomé-Kpalimé-Atakpamé (11 décès) et Lomé-Aného (5 décès).



Gal Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile (milieu) lors de la présentation du rapport du premier semestre sur la sécurité routière

Face à la situation, les plus hautes autorités en charge de la sécurité dans notre pays, montent au créneau pour souligner l'importance de continuer à éduquer et à responsabiliser les usagers de la route, d'où l'instauration de l'opération «Feux Tricolores», qui a déjà débuté sur toute l'étendue du territoire.

Selon le Directeur général de la police nationale, Yaovi Okpaoul, l'opération vise principalement à contrôler les rétroviseurs, les surcharges et bagages qui rendent inamovible les guidons des motocyclistes. A cela s'ajoute le contrôle des motocyclistes qui ne respectent pas les feux tricolores enfin de les verbaliser, tout en les sensibilisant aux règles de sécurité routière. Une autre préoccupation concerne le port du casque par les passagers transportés sur

les engins à deux roues, qui est souvent négligé. Les autorités souhaitent renforcer la sensibilisation et l'application des mesures de sécurité pour éviter les accidents mortels. Sa seconde phase sera dédiée aux sanctions des personnes qui ne respectent pas ces signalisations. De lourdes amendes sont prévues à cet effet. Des engins peuvent même être saisis.

« Respecter les feux tricolores ne veut pas dire qu'on n'est pas pressé. Violer les feux tricolores ne veut pas dire qu'on est plus intelligent que ceux qui s'arrêtent », a pesté le ministre de sécurité Gal Yark Damehame.

Lors de l'opération, la Direction de la sécurité routière (DSR) devra également sévir contre les motos qui n'ont pas de rétroviseurs.

Les agents des forces de dé-

fense et de sécurité ne seront pas épargnés par les sanctions qui seront imposées dans le cadre de l'opération.

Le commandement de l'armée vient d'ailleurs de rappeler au personnel des forces de défense et de sécurité qu'il fait bien partie des usagers de la route. En tant que tels, les FDS sont soumis au respect des règles de la circulation routière. « Donc, tout militaire qui sera pris pour avoir violé un feu tricolore sera traité conformément à la loi en vigueur » et « Tout militaire qui sera signalé pour avoir tenté d'intimider ou de refuser d'obtempérer fera l'objet d'une sanction disciplinaire rigoureuse ».

Carole A.

Examen de CAMES à Lomé : Les femmes plus aptes

Lomé a abrité du 27 au 29 juillet 2023, la 45e Session ordinaire des Comités consultatifs interafricains (CCI) couplée de la réunion du Comité consultatif général (CCG) du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES). A l'issue des travaux, la liste des enseignants promus a été rendue publique. Avec une réussite globale de 87,55% la gente féminine s'en sort avec 90,7% contre 86,93% pour les hommes.

Ces trois jours de travaux ont épuisé tous les points inscrits à l'ordre du jour. Occasion pour le Secrétariat général de faire le point de la mise en œuvre des activités statutaires du CAMES.

Selon les statistiques de cette 45ème session des CCI, 87,55% de taux de réussite globale ont été enregistrés. Cet espace commun d'enseignement supérieur et de recherches vient de se renforcer avec l'ajout de 2369 nouveaux enseignants Chercheurs et Chercheurs dans les différents grades du CAMES. Cependant, les membres notent avec regret que 307 candidats ont été ajournés.

Fait marquant à cette évaluation, 418 femmes sur 448 candidatures féminines

ont été inscrites sur les différentes listes d'aptitude du CAMES avec un taux de réussite de 90,7%, largement supérieur à celui des hommes de 86,93% donnant ainsi un taux global de 87,55% de réussite dont plusieurs enseignants chercheurs issus des universités publiques du Togo. Parmi les universitaires togolais, on note, le professeur agrégé Komi Wolou qui devient professeur titulaire en droit privé. Également «Kossivi Hounaké (Droit public), tous les deux déjà professeurs agrégés de la faculté de droit sont élevés au grade de professeur titulaire. Napo Kondi Sonhaye, du département de sciences de l'information et de la communication devient maître de conférences. En Psychologie, Kodjo Sosoe obtient le grade



de maître assistant. Autre exemple : Le médecin Lieutenant-Colonel Yawo Apéléte Agboblé est inscrit dans les tableaux des maîtres assistants »

La rencontre de Lomé a en outre le mérite d'inscrire pour la première fois des enseignants Chercheurs et Chercheurs de la Guinée et du Tchad dans les secteurs sciences économiques et de gestion.

Le CAMES vient ainsi d'offrir à la Guinée ces pre-

miers maîtres-assistants et aux Tchad ses premiers maîtres de Conférence du CAMES en science économique et de gestion.

Les enseignants promus, sont issus de plusieurs domaines notamment: Sciences et Techniques de l'Ingénieur ; Sciences et Techniques des Activités Sportives, Jeunesse, Sports et Loisirs; Lettres et Sciences Sciences naturelles-agronomie ; Sciences Juridiques et Politiques ;

Humaines ; Mathématiques-physique-Chimie ; Sciences Économiques et Gestion ; Médecine-Pharmacie-Odontostomatologie-médecine vétérinaire.

Ampiaba A.

CHRONIQUE
de la Semaine

Hébdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
28 BP : 23 Lomé - Togo
Tél: 92 40 38 43/70 35 35 97
Société de Presse : CHRONIQUE DE LA SEMAINE SARL-U

Responsable

Julienne Pawimondom
BELEI-ALIZIOU

Directeur de la Publication

Daniel E. ASSOTE
Tél. 92 40 38 43

Rédactrice en Chef

Ampiaba AGHEY-LAWSON

Rédaction

Carole A., Daniel A., Kapo A.

Imprimerie SDR/Tirage : 2000 ex.

Lutte contre les violences basées sur le genre:

Les associations Femmes d'Actions et Coeur Solitaire aux côtés du gouvernement

Dans leurs efforts de soutien à la politique de lutte contre toutes formes de violences à l'endroit des femmes et des enfants prônée par le président Faure Gnassingbé, les associations Femmes d'Action et Coeur Solidaire ont tenu pour la deuxième fois le Forum des Femmes. L'événement qui s'est déroulé hier mercredi 2 août à l'hôtel 2 février intervient deux jours après le lancement des festivités de la célébration de la 61ème journée internationale de la femme africaine dans la préfecture de l'Avé.

Les activités de ce forum à été présidées par la ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma qui avait à ses côtés, ses collègues de l'Économie Numérique et la Transformation Digitale Cina Lawson, de Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat prof. Dodji Kokoroko, des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des Relations avec les Institutions de la République Christian Eninam Trimua et Madame la Vice-présidente de l'Assemblée nationale Ibrahim Mémounatou puis de l'honorable Germaine Anaté.

Placé sous le thème « Inclusion numérique et vio-

lences basées sur le genre : freins, opportunités et défis », le forum des femmes pour la femme et l'enfant est un cadre de réflexion sur un sujet pertinent à savoir, la violence en ligne exercée sur les femmes et les filles. Il s'agit donc pour le Forum de mettre l'accent sur la dimension inclusive des technologies, comme sources de transformations positives de la société. Pour le forum, il est important de s'assurer que la transition numérique ne crée pas de fracture technologique en défaveur des femmes et filles et n'accroissent leur vulnérabilité sur les plans socioéconomique, éducatif et politique. Ainsi la recherche d'une plus grande égalité des sexes en matière d'innova-



Photo de famille à l'issue de la rencontre

tion, de technologies, d'éducation et d'utilisation du numérique devient un impératif sociétal.

L'opportunité est donc offerte au cours du forum, aux acteurs de lutte contre les VBG, d'être outillés et de formuler des recommandations pour plus d'efficacité dans leur engagement à l'atteinte de l'égalité genre à l'ère du numérique, c'est dans le premier panel de discussion relatif aux sous-thèmes : « Les apports des TIC à l'autonomisation des femmes et des jeunes » ; « Les violences numériques comme frein à l'inclusion » ; «

Les TIC et le leadership féminin » ; « Le rôle du secteur privé dans la lutte contre les VBG et la promotion du leadership féminin » ; « Cadre légal et législatif au Togo en matière de VBG, avancées et limites. »

Par ailleurs le second panel de discussions portant sur «Echange sur les bonnes pratiques de prévention et de prise en charge en matière de VBG », a permis aux acteurs de s'inspirer de bonnes expériences pour fédérer leurs énergies pour plus d'efficacité dans la prévention des VBG sur le terrain.

Participant au Forum, près de 300 acteurs œuvrant dans le domaine des technologies, des VBG et de l'égalité genre, les partenaires techniques et financiers, les autorités politiques, administratives, traditionnelles et religieuses, les élus locaux, les comités de lutte contre les VBG, les députés, les membres des cellules genres des ministères, les étudiants, les médias, les représentants des agences du système des Nations-Unies (UNICEF, UNFPA, OMS, PNUD, etc.), PLAN-TOGO, OIF, etc.

Dans un discours de circonstance, la ministre Anakoma de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a mis en exergue les différentes formes mises en œuvre par le gouvernement sous l'impulsion du chef de l'État, dont l'objectif commun est d'offrir dans tous les domaines, les mêmes opportunités et droits aux citoyens de notre pays. Sur le plan illustratif, « l'actualisation de la politique nationale d'équité et d'égalité de genre dont la vision est de «Faire du Togo un pays émergent, sans discrimination, où les femmes et les hommes ont les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance » ; l'élaboration de trois protocoles sectoriels de prise en charge des victimes de vio-

lences basées sur le genre, dont la mise en commun est en cours de finalisation en vue de disposer d'un protocole national harmonisé ; l'actualisation des programmes nationaux de lutte contre les grossesses et les mariages précoces des adolescentes en milieu scolaire et extrascolaire et de leadership de la fille togolaise ; l'extension du guichet unique de prise en charge dénommé One stop center dans la région de Kara, après celui de Lomé.»

Sur le plan juridique, beaucoup de réformes ont été faites pour renforcer la lutte contre les violences basées sur le genre. Il s'agit notamment de :

«l'adoption de la loi 2022-020 du 02 décembre 2022 portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel ; la modification du code de sécurité sociale afin de renforcer les droits sociaux de la femme en ce qu'elle lui confère, non plus la moitié mais, la totalité de la rémunération journalière moyenne suite à l'arrêt de travail ; la modification du code des personnes et de la famille, qui s'inscrit dans la suite des réformes successives améliorant le statut civil, le positionnement familial et les droits matrimoniaux. Cette modification supprime le délai de viduité conditionnant le remariage de la femme et rétablit le droit aux conditions égalitaires de remariage ; la modification du nouveau code pénal, qui instaure la protection de la femme contre les violences domestiques, le harcèlement physique, moral et économique. En outre, elle prend en compte de nouvelles catégories de personnes en l'occurrence, les femmes âgées et les handicapées. Elle prévoit également des dispositions contre toutes formes de discrimination fondée sur le genre de la part des créanciers en matière d'accès au crédit ; la modification du code du travail, qui souligne la protection de l'emploi de la femme salariée pendant la période de grossesse, d'accouchement, de congé de maternité et d'allaitement », a salué la ministre.

S'agissant spécifiquement des violences dans l'espace numérique, le Gouvernement a pris des mesures telles que «la création des organes de protection des

Suite à la page 4

Titre foncier : L'OTR interdit tout paiement via Tmoney et Flooz

Pour protéger les populations contre les arnaqueurs dans le processus de demande du titre foncier, l'Office Togolais des Recettes OTR décourage les paiements des services cadastraux à travers Tmoney et Flooz.



Depuis un moment, des individus mal intentionnés ont trouvé un nouveau système pour escroquer et arnaquer les populations, la stratégie est simple, on t'envoie un message supposé venu des services du cadastre de l'Office Togolais des Recettes (OTR), et on ajoute un numéro moov ou togocel sur lequel la victime doit faire des transactions. Plusieurs togolais ont été déjà victimes de cette nouvelle forme d'arnaque. Face à cette situation déplorable, l'OTR dans un communiqué signé par

son Commissaire Général, Philippe Kokou TCHODIÉ, le 31 juillet dernier prévient sur cette nouvelle forme d'arnaque des populations et donne plus d'explications. «Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance du public en général et des usagers de la Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement (DCCFE) en particulier, qu'en dépit des nombreuses mises en garde, les actes d'escroquerie menés par des individus mal intentionnés, se

faisant passer pour des agents de ladite direction, sont toujours récurrents. Le mode opératoire de ces individus consiste à appeler les requérants ou à leur envoyer des SMS en leur demandant de payer des frais supplémentaires par Tmoney ou Flooz pour la suite du traitement de leurs dossiers. Le Commissaire Général tient à rappeler au public que ces individus ne sont pas des agents de l'OTR et décline toute responsabilité quant à leurs actes». Le patron de l'Office rappelle que les paiements pour les procédures d'immatriculation foncières se font uniquement dans les agences des banques partenaires et sur les bornes électroniques mises à la disposition des usagers au siège de l'OTR et sur le site de la DCCFE. Selon ce document, l'OTR invite le public à redoubler de vigilance et à signaler toute tentative d'escroquerie à l'OTR (numéro vert 8280), à la Police ou la Gendarmerie. Le Commissaire Général remercie tous les usagers pour leur bonne compréhension et pour leur collaboration.

Daniel A.

La préservation des forêts communautaires, un autre chantier du gouvernement

Pour protéger le littoral ouest africain, il a été lancé le Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (Waca Resip). Outre la lutte contre l'érosion côtière, il prend en compte la conservation et la gestion durable des ressources forestières.

Lancé en 2018 au Togo, Waca Resip consacre des moyens à la gestion des forêts communautaires au sud du pays. 431 millions de francs CFA ont été investis dans 05 sous-projets. Appui à la conservation et à la gestion durable de la forêt sacrée Akissa 89 millions de francs ont été consacrés à la gestion de cette forêt. Cet investissement a permis de mener des activités telles que le renforcement de la surveillance de la forêt, la lutte contre les

feux de végétation, l'aménagement de pare-feu, le reboisement de mangrove. Une plateforme multifonctionnelle a été construite dans le village d'Adamé pour le bonheur des populations. Aide à la gestion intégrée des mangroves le long du chenal de Gbaga Waca Resip a facilité le renforcement de la surveillance des ressources du chenal. Il a favorisé le reboisement des plantations scolaires, la formation des femmes dans la production d'huile de coco,



l'acquisition des équipements pour les femmes transformatrices de noix de coco. Un montant total de 99,6 millions a été dépensé pour mener les activités.

Soutien à la gestion durable des mares aux hippopotames d'Afito
81,5 millions de francs ont servi au renforcement de la surveillance du complexe des

mares aux hippopotames, au reboisement, à la lutte contre les feux de végétation, la délimitation des aires de conservation, etc.

Il y a également un appui à la mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion de la forêt sacrée Godjé-Godjin. Avec 64,9 millions de francs, des activités ont été menées comme la sur-

veillance pour lutter contre le braconnage, la lutte contre les feux de végétation, ainsi que la construction d'infrastructures dans le village de Godjémé (préfecture de Yoto).

Gestion durable et participative de la forêt communautaire de Nyamessiva

Grâce à une enveloppe de 94,9 millions de francs CFA, une formation a été organisée sur les techniques d'apiculture et de maraîchage. Des zones pour le maraîchage ont été aussi aménagées, ainsi que l'installation de systèmes d'énergie solaire. Waca Resip abat un gros travail.

Daniel A.

Lutte contre les faux médicaments:

Le Club RFI à Atakpamé à partir de ce 18 août

Le fléau des faux médicaments ne fait que gagner du terrain en mettant la vie des millions de personnes en danger, il urge de mettre le paquet double pour y mettre fin.



Au Togo, le club RFI continue ses actions de terrain. Ainsi, pour le compte de cette année, le club prévoit entretenir les populations de la préfecture l'ogou1 dans la région des plateaux sur les enjeux qui sous-tendent cette activité. Située à environ 161 km de la capitale togolaise, la ville d'Atakpamé accueille du 18 au 20 Août prochain, la délégation du club RFI. Placée sous le haut parrainage de Yawa Kouigan, Maire de la ville d'Atakpamé, l'activité a pour thème cette année « Les faux médicaments, un crime contre l'humanité ».

A en croire Bienvenu AMOUH, Coordinateur national du club Rfi Togo, la vision est d'amener les populations à prendre conscience des dangers que représentent les médicaments de rue sur leurs santé. Quoi qu'il en soit, les mesures d'hygiène ne sont pas à chaque fois au rendez-vous en termes de protection de ces médicaments.

« L'objectif est d'aller

au fin fond du pays pour faire comprendre aux populations que ces produits de la rue qui tuent plus que les armes » a-t-il laissé entendre. Et pour une bonne visibilité, AMOUH invite les sponsors et partenaires à un soutien sans cesse. Pour les organisateurs de cette campagne répressive, les étalages de faux médicaments se retrouvent à chaque coin de rue dans presque toutes les villes du Togo. L'initiative va s'appesantir plus sur les risques de consommation des produits pharmaceutiques d'origine douteuse.

A noter qu'au cours de ces rencontres d'échanges, des conférences débats, des jeux-kermesses, caravane suivie de sensibilisation à travers les artères de la commune de l'ogou 1 ainsi qu'un Ecojoging meubleront les diverses activités.

Après Adeta, Sanguera, Kara, Notse, Préfecture d'Agoé, la coordination nationale CLUB RFI TOGO dépose la valise à Atakpamé pour l'acte 6.

CS

Baisse de l'inflation au Togo: Fruits de l'amélioration du secteur agricole et des initiatives gouvernementales contre la cherté de la vie

Les dirigeants travaillent en matière d'amélioration de la situation économique. Après la conjoncture économique difficile provoquée par la covid-19, le pays a mis les bouchées doubles pour faire redécoller l'économie nationale.

Une évolution est constatée. Elle est marquée par une baisse du taux d'inflation au cours du premier trimestre 2023, avec un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) ressorti à 6,6% en 2023 contre 5,8% en 2022. De façon concrète, le taux d'inflation s'est établi à 5,8% à la fin du mois de mai 2023, contre 8% un an plus tôt.

Le secteur agricole en est pour quelque chose Cette baisse est le fruit des résultats enregistrés au cours de la campagne agricole 2021-2022. Selon un rapport de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), la production vivrière a connu une légère hausse en 2022.

En détail, de 929,0 mille tonnes en 2021 la production de maïs est passée à 977,3 mille tonnes en 2022, soit une augmentation de 5%. Le mil et le sorgho ont également suivi la cadence. Leur production qui était de 304,6 mille tonnes en 2021 est passée à 317,9 mille tonnes en 2022.

La production rizicole a elle aussi connu une progression de 3,8%, notamment celle du riz paddy qui a atteint 171,8 mille tonnes en 2022, contre 165,5 mille tonnes en 2021. La montée de la production vivrière a permis d'augmenter l'approvisionnement des marchés. Ce qui a favorisé la stabilisation des prix des produits.

Les initiatives du gouvernement contre la cherté de la vie

Afin de lutter contre la flambée des produits de première nécessité, les pouvoirs publics ont pris des mesures fortes. Au rang de celles-ci, il y a l'élargissement de l'application de l'exonération des cantines scolaires de la TVA aux cantines universitaires et à celles des entreprises, la revue à la baisse du taux de la patente. Ces initiatives ont été renforcées par les 10 mesures sociales prises en 2022. On note l'augmentation de 10% de la valeur indiciaire des salaires et des pensions de retraite pour les fonctionnaires civils et militaires, l'octroi d'une indemnité mensuelle de transport de 10 000 francs à titre exceptionnel pour chaque fonctionnaire, la liste est longue.

Carole A.

Lutte contre les violences basées sur le genre: Les associations Femmes d'Actions et Coeur Solitaire aux côtés du gouvernement

Suite de la page 3

usagers et de lutte contre les violences en ligne, notamment l'agence nationale de la cybersécurité ; la loi N°2019-014 du 29 octobre 2019 relative à la protection des données à caractère personnel ; l'adoption de la loi n°2018-026 sur la cybersécurité et la

lutte contre la cybercriminalité».

Notons que «Coeur Solitaire» est une association apolitique et à but non lucratif, qui contribue à l'épanouissement des enfants, des jeunes et des femmes pour un développement humain durable et participatif. L'association Femme d'Actions pour la femme et l'enfant a pour sa

part, pour mission de promouvoir le bien-être des personnes en général, des femmes et des enfants en particulier sur le plan juridique, social, sanitaire, psychologique, économique et sur le plan éducation.

Daniel A.

Modernisation du système de santé au Togo :

L'inauguration de Dogta-Lafiè et l'acquisition d'un nouveau scanner annoncent les couleurs

Au Togo, l'importance de la santé dans le processus de développement est connue. C'est une source de motivation suffisante pour le gouvernement qui multiplie des efforts afin d'améliorer les infrastructures médicales et la qualité des soins.

Un nouveau scanner a été mis en service au CHU Sylvanus Olympio en juillet 2023. C'est un appareil de pointe doté de 64 barrettes et capable de faire l'exploration du crâne, du thorax, de l'abdomen avec leurs contenus, sans oublier les vaisseaux. Il peut faire jusqu'à 128 coupes et détecter des lésions dès les premières secondes.

Un premier hôpital de référence

Inauguré le 26 avril 2023, Dogta-Lafiè est érigé sur une superficie de 11 000 m² à Agoè-Nyivé. L'infrastructure est composée de 08 blocs reliés par un bloc central de distribution, 22 salles de consultation, 160 lits et places dont des suites, 06 salles des opérations, des chambres haut de gamme, des chambres individuelles et doubles.

Il dispose aussi d'une unité

de cancérologie et d'un service VIP de 36 lits. Pour le compte de sa première année d'opérationnalisation, l'hôpital compte accueillir au moins 80 000 patients. Spécialisé dans les domaines de médecine, chirurgie et obstétrique, il va renforcer la protection sociale des populations et apporter une conception moderne de l'hospitalisation dans le pays qui s'est engagé dans l'accès universel aux soins de santé à l'horizon 2030.

Wezou incarne la volonté d'aider les citoyens à moindre coût

C'est un programme qui accompagne la femme enceinte et le nouveau-né. Les simulations prévoient une hausse de 14,97% du taux de consultations prénatales et des accouchements y compris les césariennes pour un budget estimé à 4,5 milliards de francs CFA.

En fin décembre 2022,



Wezou était disponible dans 680 centres de santé dont 667 publics et 13 privés non libéraux. Il a permis ainsi de s'occuper de près de 290 000 femmes enceintes, principalement issues du milieu rural. 1,3 million de prestations ont été réalisées y compris 281 796 consultations prénatales et 148 275 accouchements. La couverture médicale universelle

Le pays veut mettre en place des services de santé essentiels, de qualité pour le plus grand nombre de personnes. Un programme allant dans ce sens, financé par la Banque

mondiale à hauteur de 39,5 milliards de francs CFA, va permettre la construction de plus d'une centaine de nouvelles installations sanitaires de niveau primaire, le dé-

ploiement d'environ 4 000 employés nouvellement formés et l'amélioration de l'accès aux médicaments.

Daniel A.

Solidarité fertile 2023:

Au menu, une campagne foraine en ophtalmologie et stomatologie du 14 au 24 août

L'association Terreau Fertile vient de lancer la quatrième édition de la campagne « Solidarité Fertile ». L'objectif de cette campagne étant de venir en aide aux populations rurales les plus vulnérables sur toute l'étendue du territoire national.



DONKO Bileyo, Présidente de l'association Terreau Fertile

Dans son engagement d'apporter du sourire aux populations qui ont perdu la joie de vivre pour cause de la pauvreté et de maladie, l'association de DONKO Bileyo va à travers cette édition, toucher en dehors de leurs actions de l'année passé, le domaine de la santé.

En effet, pour cette campagne « Solidarité Fertile » va tout comme l'année dernière, construire et équiper des salles de classes puis apporter des vivres et des non vivres à des populations défavorisées des 5 régions du Togo. S'inscrivant toujours dans l'innovation, l'édition de cette année aura pour cachet spécial, la campagne foraine en ophtalmologie et stomatologie du 14 au 24 août. « Cette année, en complément de nos actions humanitaires habituelles, nous lançons une Consultation Médicale Foraine en ophtalmologie et stomatologie, pour répondre aux be-

soins de santé spécifiques des populations enclavées et leur offrir des soins médicaux essentiels. Du 14 au 24 août 2023, nous serons dans les cinq régions du Togo avec des médecins spécialistes de bonne volonté, pour apporter le sourire à ceux qui en ont le plus besoin», indique un communiqué de l'association adressé à notre rédaction. Pour atteindre les résultats escomptés, à travers ce projet salvateur et humanitaire, l'association Terreau Fertile compte sur la solidarité de tous, surtout des bonnes volontés. Pour rappel, l'association Terreau Fertile est une organisation apolitique et à but non lucratif qui a pour mission de contribuer à la promotion de l'investissement socio-économique pour une amélioration des conditions de vie des populations au Togo.

Essobiou A.

Ouverture des Jeux de la Francophonie à Kinshasa:

Le président Faure, l'invité de marque

le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé accompagner d'une forte délégation gouvernementale a participé activement, le samedi 29 juillet dernier à la cérémonie inaugurale des neuvièmes jeux de la Francophonie qui se déroulent à Kinshasa. La présence du chef de l'Etat à cette cérémonie est non seulement à l'invitation de son homologue de la République Démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo mais aussi l'expression de son engagement pour une jeunesse francophone solidaire, responsable et épanouie. La cérémonie d'ouverture a été marquée par un défilé des délégations-pays et un spectacle riche en couleurs, ayant pour trame de fond l'expression de l'unité de l'organisation. Durant dix jours, plus de 3000 jeunes francophones dont des Togolais vont concourir dans plusieurs disciplines sportives et culturelles. Pour sa part, le président de la République togolaise s'est félicité pour sa présence à cette cérémonie du lancement officiel des jeux de la Francophonie.

«Heureux d'avoir assisté ce 29/07/2023, aux côtés



Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé aux côtés de son homologue congolais, Félix Tshisekedi à l'ouverture des jeux

tés du Président Félix Tshisekedi, et des chefs de gouvernements des pays membres Francophonie à la cérémonie d'ouverture des Jeux de la Francophonie en République Démocratique du Congo», a tweeté le numéro un togolais. Il a ensuite encouragé les compétiteurs à donner le meilleur d'eux-mêmes pour la réussite de cet événement sportif d'envergure internationale. « Félicitations à tous les athlètes qui concourent dans un esprit de paix et de fraternité pour faire prévaloir les valeurs du sport et de la compétitivité de haut niveau ! ».

Les Jeux de la Francophonie visent notamment la promotion des notions et valeurs de

diversité, de solidarité, d'équité et de culture de l'excellence. Ils se tiennent suivant un concept original qui rassemble la jeunesse des pays francophones autour des arts et du sport, tout en visant à renforcer les principes de l'organisation et la promotion de la langue française. Le Bureau régional de la Francophonie pour l'Afrique de l'ouest (BRAO) a été récemment érigé en représentation de l'OIF, faisant du Togo le premier pays à accueillir la toute première représentation de cette organisation internationale, une décennie après sa création.

Daniel A.

Respect des droits de l'homme au Togo :

LTDH, MCM et ASVITTO encouragent les institutions étatiques.

Une conférence de presse organisée par la Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH), l'Association des victimes de la torture au Togo (ASVITTO) et le Mouvement Conscience Mandela (MCM) a réuni les professionnels des médias le mardi 2023 à Lomé. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de leurs activités respectives en matière de monitoring des droits de l'homme en général, et pour marquer les 33 ans de la date anniversaire de la création de la LTDH célébrée le 20 juillet dernier, en particulier.

Au cours de cette rencontre, les trois associations ont fait cas dans une déclaration liminaire des récentes condamnations du Togo par la Cour de Justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Ces organisations de la société civile ont émis le vœu d'œuvrer au côté de l'État togolais à travers la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) ainsi que le Ministre des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des

relations avec les institutions de la République, porte-parole du gouvernement togolais pour le renforcement des mécanismes de lutte contre la violation des droits humains dans notre pays. Elles ont rappelé l'importance d'enquêter sur chaque allégation de torture présumée, conformément aux obligations internationales du Togo en matière de droits de l'homme. Elles ont également encouragé les institutions étatiques et judiciaires à faire preuve de responsabilité et à agir dans le respect des droits de l'homme



Les responsables des trois organisations, Me Célestin Agbogon (extrême gauche)

afin d'accompagner le processus de la démocratisation du Togo nécessaire pour l'épanouissement de la population.

Rappelons que la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) a été établie en juillet 1990, mais n'a pas encore été reconnue officiellement. Elle était la première ONG des droits de l'homme indépendante créée au Togo

et est généralement bien acceptée à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Elle a pour objectif, la promotion, la protection et la défense des droits de l'homme; puis la formation de ses membres et la population pour les permettre à participer en bâtissant un état gouverné par la loi.

LTDH a actuellement 3.000 membres, qui sont des avocats, des professeurs,

des professionnels et des citoyens à tous les niveaux. Elle n'a pas beaucoup de personnel, mais les membres volontaires font la plupart de travail effectué. L'organisation n'a pas son propre bureau, et utilise actuellement les facilités et l'espace de bureau d'un membre avocat de l'organisation.

Aussitôt que LTDH a été créé, elle a commencé à recevoir des plaintes, et donc a commencé à contrôler et rapporter les droits de l'homme. LTDH inscrit chaque plainte qu'elle reçoit, et la transmet à un membre du Bureau Exécutif, qui, à son tour, enquête sur la plainte et rapporte le résultat au Bureau. Les autorités sont questionnées sur les violations.

Carole A.

Coup d'État au Niger

Les Nigériens l'ont appris dans la soirée du mercredi 26 juillet, par la télévision nationale. Après une soudaine interruption des programmes, des militaires en treillis ont fait irruption sur le petit écran pour annoncer la destitution du président Mohamed Bazoum, démocratiquement élu en 2021.

« Nous, Forces de défense et de sécurité, réunis au sein du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez », a déclaré le colonel major Amadou Abdramane, entouré de neuf autres putschistes.

Il a par ailleurs annoncé la suspension de toutes les institutions issues de la VIIe République, la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes « jusqu'à la stabilisation de la situation », ainsi que l'instauration d'un couvre-feu. Le chef d'État déchu, qui est retenu prisonnier par la garde présidentielle dans sa résidence officielle, depuis mercredi matin, a rejeté jeudi ce coup d'État, en assurant représenter « les autorités légitimes » et appelant les officiers « factieux » au dialogue.

Ce coup d'État de la garde présidentielle, auxquels se seraient joints les putschistes, ralliés tous les corps de l'armée, de la police, et de la gendarmerie, intervient après des tensions survenues la veille dans la capitale Niamey, que le président Bazoum avait alors mises sur le compte « d'un mouvement d'humeur » de la part des militaires. Le jeudi 27 juillet, le chef d'état-major des armées annonce effectivement «

souscrire à la déclaration des putschistes.

« Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale », a pour sa part justifié Amadou Abdramane, dans sa déclaration à la télévision nationale, peu après le coup d'État. Plusieurs manifestations en soutien au président Bazoum avaient par ailleurs éclaté dans la journée de mercredi, signe que ce coup d'État est loin d'emporter l'adhésion au sein de la population.

Le colonel major a demandé « à tous les partenaires extérieurs de ne pas s'ingérer ». La Maison Blanche a cependant d'ores et déjà exigé la libération du président Bazoum, rappelant que le Niger est « un partenaire crucial » pour les États-Unis. Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a, par la suite, haussé le ton, menaçant de suspendre le versement de l'aide américaine si la démocratie était remise en cause dans le pays.

« La France condamne fermement toute tentative de prise de pouvoir par la force », a pour sa part réagi le ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna. Selon la ministre, qui s'est exprimée en marge d'une visite d'Emmanuel Macron en Papouasie-Nouvelle-Guinée, il ne s'agirait



pour l'heure que d'une « tentative » de coup d'État non « définitive », précisant que le président de la République s'est entretenu à plusieurs reprises - et encore vendredi matin - avec son homologue Mohamed Bazoum dont il demande « la libération ».

L'enjeu est en effet crucial pour les intérêts occidentaux, pour ceux de la France en particulier : le Niger ancienne colonie française qui a pris son indépendance en 1960 est l'un de ses derniers alliés dans la région du Sahel, où elle a déployé 1 500 soldats, et la principale source en uranium pour les centrales nucléaires françaises.

Ce dernier putsch marque le cinquième coup d'État depuis l'indépendance de ce pays, parmi l'un des plus pauvres du monde, et classé dernier au niveau mondial, selon l'Indice de développement humain 2018 du Programme des Nations unies pour le développement.

La Communauté éco-

nomique des états de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) n'est pas resté indifférente face à ce coup d'État au Niger. L'organisation présidée par le chef de l'État du Nigeria, Bola Tinubu a fixé un ultimatum au général Tiani, qui a mené le coup d'État contre Mohamed Bazoum : soit l'ordre constitutionnel est rétabli au Niger d'ici le 6 août, soit la Cedeao envisagera « toutes les options », y compris militaires. La Cedeao a menacé la junte qui a pris le pouvoir à Niamey d'une intervention militaire si Mohamed Bazoum n'est pas réinvesti.

Selon les confidences d'un chef d'État de la région à Jeune Afrique, la Cedeao est plus que déterminée à intervenir militairement au Niger si la junte qui y a pris le pouvoir ne répond pas aux exigences formulées par l'organisation à l'issue du sommet qui s'est tenu à Abuja, dimanche 30 juillet, à savoir le rétablissement au pouvoir de Mohamed Bazoum.

Selon nos informations, les chefs d'état-major doivent se réunir ce mercredi 2 août dans la capitale nigérienne. Une rencontre organisée en urgence, pendant laquelle sera élaborée la stratégie militaire en cas d'envoi de troupes à Niamey. Rarement la Cedeao aura eu un ton aussi ferme. Mais l'organisation a-t-elle réellement les moyens de mettre à exécution ses menaces ?

La Cedeao a en outre désigné le Tchadien Mahamat Idriss Déby Itno, dont le pays ne fait pas partie de l'organisation mais qui était invité à Abuja, comme émissaire auprès de la nouvelle junte nigérienne dirigée par le général Abdourahmane Tiani, le nouvel homme fort du pays, qui s'est autoproclamé chef de l'État vendredi 28 juillet. Le président de la transition tchadienne déjà à Niamey, il a réussi à rencontrer Salifou Mody, chef d'état-major des armées depuis 2020.

Contre les mesures de sanctions préconisées par la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), le Mali, le Burkina Faso et la Guinée ne se voient pas inclus dans les sanctions de l'institution régionale. Les autorités de ces trois pays, par voie de communiqués en date du lundi 31 juillet 2023 ont à l'unanimité exprimé leur soutien envers les populations de ce pays « frère » qu'est le Niger.

Suite à la page 7

Sadio Mané signe officiellement à AL-NASSR



C'était attendu et c'est maintenant officiel : après seulement une saison passée en Bavière, l'attaquant sénégalais Sadio Mané (31 ans) quitte le Bayern Munich pour rejoindre le club saoudien d'Al-Nassr. Il a signé un contrat de 3 ans assorti d'un salaire annuel avoisinant les 40 M€. Parmi les rumeurs entourant les attaquants européens, le meilleur buteur de l'histoire des Lions du Sénégal a été au centre des discussions du mercato estival et du marché des lignes offensives ces dernières semaines.

Avec cette acquisition, la Saudi League enregistre un nouveau gros nom pour ce mercato estival. Le fonds souverain saoudien Public Investment Fund (PIF) qui contrôle quatre des plus grands clubs de la Pro League – Al-Nassr, Al-Hilal, Al-Ittihad et Al-Ahli – a grandement renforcé le championnat.

Dans son nouveau club, Sadio Mané évoluera aux côtés de Cristiano Ronaldo, Soko Fofana, Marcelo Brozovic, Alex Telles, David Ospina et Ghislain Konan. À 31 ans, le natif de Bambali découvrira son cinquième championnat, après avoir joué en Ligue 1 (FC Metz), en Bundesliga autrichienne (RB Salzbourg), en Premier League (Southampton et Liverpool) et en Bundesliga allemande récemment (Bayern). Et cette nouvelle venue de Sadio Mané à Al-Nassr ne fait pas que des heureux. En Egypte, les supporters du Zamalek s'en mordent déjà les doigts. Et pour cause, Al-Nassr doit jouer face à leur équipe pour le compte d'Arab Club Champions Cup. Ala rencontre est prévue pour demain 3 août. Ainsi, les supporters égyptiens se disent déjà perdants.

maciteinfos.tg

La Côte d'Ivoire en deuil ! Henri Konan Bédié s'en est allé

La Côte d'Ivoire est en deuil. Abidjan a appris la mauvaise nouvelle dans la soirée de du mardi 1er août 2023. Le successeur de Félix Houphouët Boigny, Henri Konan Bédié a quitté la scène de la vie. Ancien président de Côte d'Ivoire de 1993 à 1999, il meurt à l'âge de 89 ans. Le 5 mai 1934, naissait à Dadiékro, un village du centre de la Côte d'Ivoire, Henri Konan Bédié, une figure politique emblématique qui allait marquer l'histoire du pays. Surnommé le « Sphinx de Daoukro », en référence à son fief politique, ce leader charismatique a été le chef de l'État ivoirien de 1993 à 1999.

Henri Konan Bédié, membre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire – Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA), a été un fervent défenseur de l'ivoirité, un concept nationaliste parfois perçu comme xénophobe. Malgré les critiques, il n'a jamais renoncé à ses ambitions politiques et envisageait même de se présenter à nouveau à l'élection présidentielle en 2025.

De la présidence à l'héritage politique : Le parcours d'Henri Konan Bédié

Henri Konan Bédié, le « Sphinx de Daoukro » : Un homme, une figure, un héritage

Le décès subit d'Henri Konan Bédié a été annoncé par son parti, suscitant une profonde émotion au sein de la classe politique et de la population ivoirienne. Considéré comme un homme d'État remarquable, il a œuvré pour la paix dans son pays et a été salué pour ses efforts en ce sens.

Durant sa carrière politique, « HKB » a su surmonter des obstacles, notamment des accusations de corruption qui avaient entaché sa réputation. Cependant, cela ne l'a pas empêché de devenir le dauphin d'Houphouët-Boigny, le premier président de la Côte d'Ivoire, et de prendre

la Côte d'Ivoire.

Relations tumultueuses avec Alassane Ouattara

Sa relation complexe avec Alassane Dramane Ouattara, l'actuel président ivoirien, a été marquée par des alliances et des brouilles politiques. Il a su manœuvrer avec habileté et tact, réus-



les rênes du PDCI, principal parti d'opposition du pays.

Le concept de l'ivoirité

Son concept de l'ivoirité, qui visait à écarter certains candidats, a été controversé, mais il a néanmoins été élu président en 1995. Malheureusement, sa présidence a été émaillée par des affaires de corruption et a pris fin brutalement lors d'un putsch en 1999, le premier de l'histoire du pays.

Malgré ces événements, Henri Konan Bédié n'a jamais renoncé à l'idée de reconquérir le pouvoir et a gardé une influence au sein du PDCI. En 2020, il a été candidat à l'élection présidentielle, démontrant ainsi sa persévérance et son désir de marquer l'histoire politique de

sissant à convaincre les jeunes générations du PDCI de le soutenir malgré les défis.

Henri Konan Bédié était également connu pour sa passion pour les cigares et les bons vins. Son engagement politique, sa vision nationaliste et ses décisions ont eu un impact durable sur la Côte d'Ivoire, suscitant des débats et des discussions dans le pays.

Le « Sphinx de Daoukro » laisse derrière lui un héritage complexe, controversé et indéniablement marquant. Son décès représente une perte significative pour la scène politique ivoirienne et laisse une place vacante que d'autres personnalités tenteront de combler

rfi

Coup d'État au Niger

Suite de la page 6

A travers un premier communiqué, les gouvernements de transition du Burkina Faso et du Mali, exprimant leur solidarité fraternelle et celle de leurs peuples au peuple frère du Niger, estiment que ce dernier a décidé en toute responsabilité de « prendre son destin en main et d'assumer devant l'histoire la plénitude de sa souveraineté ».

Selon les gouvernements du Burkina Faso et du Mali, les organisations régionales à l'instar de la CEDEAO persistent à prendre des sanctions aggravant la souffrance des populations tout en mettant en péril l'esprit de panafricanisme.

Les deux pays refusent d'appliquer des sanctions jugées « illégales, illégitimes et inhumaines » contre le peuple et les autorités nigérien-

nes. Ils avertissent par ailleurs que toute intervention militaire contre le Niger s'assimilerait à une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali ». Allant dans la même lignée que ses deux voisins, la Guinée, à travers le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), se désolidarise des sanctions « illégitimes et inhumaines contre le peuple frère et les autorités nigériennes » prises par la CEDEAO et exhorte l'organisation communautaire à revenir à de « meilleurs sentiments ». Le CNRD avertit également que toute intervention militaire impliquerait de facto la dislocation de la CEDEAO, soutenant que les « peuples frères et amis » du Mali, du Burkina Faso et du Niger aspirent à plus de reconnaissance et de respect de leur souveraineté. Les autorités guinéennes invitent les responsables et

membres de la CEDEAO à tourner plutôt leur regard vers le drame humain dont sont constamment victimes les jeunes de l'espace CEDEAO en Tunisie et dans la Méditerranée au lieu de se pencher sur le sort des présidents déçus. Une chose est désormais certaine, un front commun est à l'horizon entre le Mali, le Burkina Faso, la Guinée et le Niger. En rappel, du fait de la détérioration des conditions sécuritaires, économiques et politiques, du fait de la détérioration des conditions sécuritaires, économiques et politiques dans leurs pays, il avait été annoncé un projet fédéral au Sahel africain devant regrouper le Mali, le Burkina Faso et la Guinée Conakry. Situation confuse à suivre.

CS

ARCHIDIOCESE DE LOME - PAROISSE UNIVERSITAIRE - LOME
CHORALE SAINT GREGOIRE

SPÉCIAL CONCERT D'ACTION DE GRACE

Tu seras ma louange dans la grande assemblée maintenant et à jamais.

Points de vente des tickets :
12 AOÛT 16H00
Ticket de 2000 fcfa
Ticket de 3000 fcfa
Ticket de 5000 fcfa

Secrétariat Paroisse Universitaire
Secrétariat Paroisse Saints Martyrs de l'Ouganda
Secrétariat Radio Maria

Invités : CAVUL - Chorale ECLAT D'OR - Groupe artistique OURIAS - invités surprises

Paroisse Universitaire St Jean Apotre de Lomé
Infoline : (228) 90 03 78 43/92 40 38 43 - choralesaintgregoire@gmail.com
"Saint Grégoire : pour la plus grande gloire de Dieu" Gregorium: Ad Majorem Dei Gloriam

Retrouvez Chronique de la Semaine chaque jeudi dans les kiosques



CAMPAGNE DE COLLECTE D'INFORMATIONS FONCIERES

 **COMMUNES**
Agoe-Nyive 1 & 2

 **22 Mai | 20**
21 Août | 23

NOS PARTENAIRES



Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)